

L'« expérience participative » des pobladores au Chili : entre résistance aux modes de gestion de la pauvreté et nouvelles formes de politisation

Nicolás Angelcos et Marie-Christine Doran

La participation sociale et politique au quotidien
Numéro 71, Printemps 2014

URI : id.erudit.org/iderudit/1024744ar

DOI : [10.7202/1024744ar](https://doi.org/10.7202/1024744ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nicolás Angelcos et Marie-Christine Doran "L'« expérience participative » des pobladores au Chili : entre résistance aux modes de gestion de la pauvreté et nouvelles formes de politisation." *Lien social et Politiques* 71 (2014): 159–178. DOI : [10.7202/1024744ar](https://doi.org/10.7202/1024744ar)

Résumé de l'article

Cet article comporte une analyse de l'« expérience participative » développée par les pobladores chiliens (habitants de bidonvilles ou de faubourgs) face aux modes de gestion de la pauvreté mobilisés par l'État. L'hypothèse que nous voudrions démontrer est que l'implantation des stratégies de lutte contre la pauvreté, à partir des années quatre-vingt au Chili, a été suivie d'une participation contestataire de la part des secteurs populaires, notamment par rapport aux orientations individualistes qui soutiennent le modèle politique chilien. Ce type de participation peut conformer la base des nouvelles formes de politisation du mouvement des pobladores.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

L'« expérience participative »
des *pobladores* au Chili :
entre résistance aux modes
de gestion de la pauvreté
et nouvelles formes de
politisation

NICOLÁS ANGELCOS

Maître de conférence
Université Diego Portales (Chili)
Doctorant
École des hautes études en sciences
sociales, Paris

MARIE-CHRISTINE DORAN

Professeure agrégée
École d'études politiques
Université d'Ottawa
Chercheuse associée
Centre d'analyse et d'intervention
sociologiques
École des hautes études en sciences
sociales, Paris

MODES POPULAIRES D'ACTION POLITIQUE ET
PARTICIPATION : LES DÉFIS DU CONTEXTE CHILIEN

Cet article, basé sur l'analyse de 32 récits de vie et entretiens réalisés auprès de *pobladores* chiliens, habitants de bidonvilles souvent considérés comme apathiques par la sociologie traditionnelle, met en lumière les difficultés à comprendre certaines formes de participation contestataires qui, de par leurs caractéristiques, échappent au regard des analyses préconisant une participation sociale et politique définie par son insertion dans des structures institutionnelles favorisant certains types de politiques publiques de gestion de la pauvreté. L'analyse du processus de subjectivation politique présent dans le discours et les actions collectives des *pobladores* depuis les dernières années révèle ainsi une prise de distance explicite par rapport au type de participation sociale préconisée par le gouvernement chilien, mais également la construction de nouvelles formes de participation qui, si elles n'entrent pas dans les paramètres souhaités par le

gouvernement, sont néanmoins porteuses d'un désir évident de participation sociopolitique élargie. Afin de comprendre les points de rupture et les innovations portées par les actions collectives des *pobladores* chiliens, il apparaît d'abord important de situer le contexte général de définition de la participation qui s'implante en Amérique latine avec l'avènement des programmes de « ciblage » et de filets sociaux destinés aux populations les plus pauvres. Ensuite, une analyse des conceptions de la participation propres aux *pobladores* sera réalisée et permettra de montrer comment cette dernière est liée à une participation politique élargie et opère une remise en question des modèles jusque-là préconisés. En effet, le contexte chilien présente une forte normalisation de la participation, qui s'approche beaucoup de ce que Bacqué et Rey (2005) considèrent comme l'une des variantes les plus répandues d'un discours sur la « démocratie participative », qui aboutit à annuler toute position contestataire vis-à-vis des mécanismes participatifs axés exclusivement sur l'intégration des citoyens.

Profondément inscrite dans une démarche contestataire de modes de participation visant l'assentiment ou la légitimation des pouvoirs en place (Bherer : 2006 : 27) l'expérience participative des *pobladores* donne toute son importance à la notion de subjectivation politique, qui, comme le montre le présent article, permet la formation de sujets sociaux qui créent eux-mêmes des espaces participatifs en-dehors, et parfois à l'encontre, des mécanismes institutionnels proposés par le gouvernement chilien. Les « espaces participatifs » définis par le processus de subjectivation politique des *pobladores* s'approchent alors de la définition de « structures participatives » contribuant véritablement à la démocratie, proposée par Blondiaux (2001 : 45).

Afin de comprendre les caractéristiques de ces formes de participation qui s'apparentent à ce que Bayart *et al.* (1992) nomment les *modes populaires d'action politique*, il apparaît fondamental de situer l'« expérience participative » des *pobladores* chiliens dans le contexte général des politiques sociales des dernières décennies au Chili et en Amérique latine.

LA PARTICIPATION : UNE NOTION CONTESTÉE EN AMÉRIQUE LATINE

La participation est une notion qui, en milieu d'extrême pauvreté, prend une connotation particulière. Depuis plus de deux décennies, les nouveaux modes de gestion du social en Amérique latine présupposent des modes d'insertion individualiste des pauvres au marché (Peñañiel, 2008) par l'entremise d'un discours faisant la promotion de la participation à des programmes sociaux bien définis, où l'État opère un ciblage des plus pauvres aptes à « devenir bénéficiaires » et exclut, ou du moins discrédite, la mobilisation collective (Marques-Pereira, 2005 : 154).

En Amérique latine, engagés dans le tournant paupériste (Peñafiel, 2008), gouvernements et organisations internationales font désormais la promotion d'un double impératif autour de la participation : la «bonne participation», visant à assurer l'insertion des bénéficiaires dans les programmes ciblés autour de leurs besoins spécifiques, est opposée à certaines formes de «mauvaise participation», fondées sur les mobilisations collectives, fustigées comme fomentant le conflit social.

Nombre de travaux ont montré cette ambivalence d'une utilisation de l'idée de participation dans un sens restreint qui limite la participation à certains acteurs en fonction de leur compatibilité avec certains objectifs, notamment ceux des politiques de ciblage des pauvres. Cabanes analyse ainsi les impacts de la définition de la participation dans le cadre de la gestion sociale par ciblage, on l'on trouve «des formules de participation ou de gouvernance mises en place par les pouvoirs publics qui scindent et dissèquent les formes de représentation sociale plus unifiées ou collectives en vigueur jusque dans les années 80» (Cabanes, 2009 : 247). Dabène, Geisser et Massardier considèrent quant à eux que ces conceptions anti-conflit social, rejetant la participation non encadrée, portent de nouvelles normes de démocratisation qui affectent en particulier les mouvements de contestation : «la démocratisation légitime la normalisation autoritaire et sécuritaire des scènes protestataires» (Dabène, Geisser et Massardier : 2008 : 15). Ils ouvrent la voie au phénomène de la criminalisation des mouvements sociaux (Le Bonniec, 2003 ; Doran, 2012).

LE CHILI : UN CAS D'ANALYSE IMPORTANT POUR LA COMPRÉHENSION DES DYNAMIQUES DE PARTICIPATION EN CONTEXTE DE PAUVRETÉ

Le cas du Chili, pays précurseur des politiques ciblées et d'un rejet actif du conflit social, apparaît particulièrement intéressant pour analyser les dynamiques de tension existant autour de l'idée de participation.

C'est le régime militaire, inspiré de l'École de Chicago, qui implanta les premiers programmes de lutte contre la pauvreté à partir des années quatre-vingt, minimisant le rôle de l'État dans divers secteurs, dont l'éducation et le logement, demande historique du mouvement de *pobladores* (Espinoza, 1988 ; Dubet, Tironi, Espinoza et Valenzuela, 1989), pour permettre l'introduction du marché dans leur régulation¹. La dictature gère ainsi les secteurs les plus marginaux à travers le concept de pauvreté par la construction d'un outil à partir

1. À partir de 1978, avec le Programme de subvention au logement, la participation (de l'État) est réduite au domaine financier, c'est-à-dire à l'assignation de subventions et/ou de prêts pour que les secteurs populaires, sous leur responsabilité, achètent un logement dans le marché privé » (Iglesias, 2011a : 137).

duquel on peut objectiver le sujet-pauvre (la «Ficha de Protección Social»). Ainsi, après la chute de la dictature en 1989, la recomposition démocratique du Chili se fait en continuité avec l'égide du néolibéralisme implanté durant le régime militaire et le modèle de gestion sociale continue de valoriser l'insertion des individus par leurs compétences dans le marché. Les différentes politiques sociales des trois premiers gouvernements de la Concertation² suivant le retour de la démocratie demeurent profondément orientées vers ces objectifs et combattent activement les conflits sociaux et la mobilisation collective, tout en faisant la promotion d'une «bonne participation».

Certains auteurs tels Tomás Moulian n'hésitent pas à décrire le Chili actuel comme étant une démocratie de «basse intensité», puisque «les gouvernements de la Concertation promeuvent et favorisent la «non-participation et la banalisation du politique, ce qui en fait une démocratie faible³». D'autres analystes ont qualifié la démocratie de transition, issue d'un pacte entre élites, de *régime postdictatorial*, centré sur la «banalisation et l'escamotage du conflit politique» (Vera Gajardo, 2008 : 83) ou la «marginalisation des mouvements sociaux» (Marques-Pereira, 2005a : 155).

À la fin de la dictature et au début de la transition démocratique, la dynamique de gestion sociale individualisante s'était heurtée fortement à des dynamiques collectives et des manifestations massives très fortes. Pourtant, assez rapidement durant les années 90, tandis qu'une crise de légitimité politique majeure (Jouineau, 1997 ; Tironi et Aguero, 1999) ternissait le succès du modèle démocratique chilien, plusieurs des mouvements sociaux les plus importants historiquement au Chili ont semblé «abandonner» la participation sociale à des organisations spécialisées et aux ONG. C'est notamment le cas du mouvement des *pobladores*, un des mouvements historiques les plus marquants (Dubet *et al.*, 1989) luttant pour le logement dans un pays où les difficultés d'accès sont l'une des marques les plus criantes des inégalités sociales. Après une répression brutale (occupation militaire des *poblaciones* durant de longues périodes, torture, etc.), toutes les organisations traditionnelles des *pobladores* furent éliminées et il fallut attendre le vaste mouvement des *protestas* pour la démocratie, lancé par la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) en 1984 et qui allait mobiliser tous les secteurs d'opposition à la dictature dans d'intenses manifestations de masse jusqu'en 1986-87 (Campero, 1987), pour retrouver une présence importante de *pobladores* mobilisés. Déjà profondément discrédités par leur non-conformité à l'impératif de «paix sociale», la faible participation des

2. Concertation de partis pour la démocratie est la coalition de partis de centre gauche ayant dirigé le pays depuis la fin de la dictature en 1989 et jusqu'à l'élection de la coalition de droite, Alliance pour le Chili, en 2010.

3. Tomás Moulian, « El Chile actual según Tomás Moulián. », entrevue à Jaime Penela López, mars 2004, http://www.ubv.se/chile/Espanol/es_democracia_moulian.html

pobladores à des organisations mises en place par le gouvernement sera telle, à partir de 1992, que certains auteurs n'hésitent pas à parler de la « disparition » d'un acteur social (Oxhorn, 1995).

Le Chili se présente ainsi comme un cas important à analyser sur le plan des dynamiques de participation, puisqu'il présente le paradoxe d'une apparente « disparition » de la participation et d'acteurs sociaux importants au sortir des luttes contre la dictature.

SOCIÉTÉ APATHIQUE OU INVISIBILISATION/DÉLÉGITIMATION DES LUTTES SOCIALES ?

La sociologie chilienne a souvent interprété ce qui apparaît comme un manque de volonté de participation sociale comme étant lié à des orientations culturelles individualistes, dont seraient victimes les *pobladores* tout autant que les autres Chiliens, habitants d'une démocratie de marché (Aranda et Cuevas, 2008 ; Madrid, 2005 ; Lechner, 2002 ; UNDP, 1998, 2002). Encore aujourd'hui, divers analystes considèrent que l'action collective n'a pas la faveur des Chiliens (Carruthers et Rodríguez, 2009 : 744).

Pourtant, à la lumière des mobilisations sans précédent qui ont rassemblé des millions de Chiliens à l'occasion des grèves pour l'éducation en 2011-2012 (Gerter et Ramos, 2012 ; Mayol, Azócar et Brega, 2011) et qui ont révélé au grand jour une quantité importante d'organisations et de réseaux d'action collective, plusieurs analystes remettront certainement en question ce jugement. Toutefois, les étudiants et leurs mouvances organisationnelles sont loin d'être les seuls à avoir dynamisé la scène des mouvements sociaux au Chili (Iglesias, 2011b). La grande unanimité de la littérature au sujet de l'absence de participation et de l'apathie de la société chilienne contribue sans doute à « l'invisibilisation » de différentes recompositions et mouvances collectives. La non-correspondance entre les formes d'action collective et les attentes de la sociologie et de la science politique devant des actions collectives expressives, non sectorielles ou autour de thèmes jugés peu porteurs selon les paramètres de la démocratie de consensus explique en partie cette invisibilisation. Dans le cas des *pobladores*, cette dynamique d'incompréhension se charge d'une délégitimation, dans la mesure où la forme historique de la prise de terrain (*toma*)⁴, très importante dans le répertoire des *pobladores*, est considérée comme violente et dépassée. Ainsi, plutôt que d'être vus comme des acteurs participatifs, l'intégration problématique

4. La prise de terrain commence par l'installation d'un campamento (campement), installation précaire de familles dans des habitations de fortune, parfois des années durant. La phase du *campamento* s'établit avec des niveaux d'organisation variable allant de l'occupation collective à la mise en place d'un projet communautaire comportant des organisations telles que des cuisines collectives, des dispensaires collectifs, des garderies collectives, des comités de propreté, etc.

des *pobladores* dans les programmes ciblés de logement et la persistance des prises de terrain malgré un contexte très répressif conduit à considérer ces derniers comme des segments non participatifs de la population, et ce, malgré la non-résolution du problème du logement. En 2005, d'intenses manifestations organisées par le Regroupement national pour les droits du logement sont réprimées sans relâche par le gouvernement de Ricardo Lagos, qui menace même de recourir au Conseil de sécurité nationale⁵, permettant alors l'intervention de l'armée⁶. Ces intenses mobilisations (manifestations, événements publics, marches des enfants, nouvelles *tomas* très médiatisées), opposent publiquement l'idée de « droits » à celle des programmes de lutte contre la pauvreté reposant sur des politiques de « ciblage » des plus pauvres, politiques qui, comme on l'a vu, constituent l'axe central de la politique sociale chilienne : « Ici, nous sommes tous pauvres et nous avons les mêmes droits », « Notre lutte est juste et nous n'avons rien à cacher⁷. »

L'intense répression à l'égard des *pobladores* est sans doute liée à la profondeur de la remise en question qu'occasionnent leurs mobilisations, contestant la légitimité que l'État chilien prétendait construire autour de ses programmes reposant sur la détermination de besoins minimaux et sa volonté d'éliminer les prises de terrain. Depuis 1997, les prises de terrain ont connu un regain important et se sont toujours terminées par l'usage de la force publique. Cette forme de participation conflictuelle est marquée par un refus de l'organisation et surtout de la médiation politique traditionnelle, ce qui explique en partie les difficultés de compréhension vis-à-vis de ce mouvement. L'analyse d'enquêtes menées entre 1993 et 2006 auprès des *pobladores* de 12 bidonvilles de la région de Santiago montre un discours fortement structuré autour de la glorification d'une *souffrance partagée*, issue de leur expérience commune de souffrance politique/économique/culturelle. Cette forme de subjectivation politique autour de la souffrance partagée était vue par nombre d'analystes comme ne permettant pas l'émergence de demandes sociales précises et bien articulées (Doran : 2000, 2012).

Au-delà de ces représentations du politique et des prises de terrain qui confirment la vivacité d'un type de mobilisation – considéré comme illégitime par le gouvernement et par la sociologie chilienne en général –, comment peut-on caractériser la participation des secteurs pauvres au Chili ?

5. « Gobierno reacciona ante nueva protesta de deudores habitacionales », *La Nación*, Jeudi 28 de Julio de 2005. (édition électronique).

6. Le COSENA introduit directement la subordination des décisions civiles à l'approbation des instances militaires, et, ce, même après la transition démocratique, puisqu'il inclut les trois commandants en chef des Forces armées et le directeur général des carabiniers (police militarisée).

7. Traduction libre de l'espagnol : Propos des *pobladores* rapportés dans Betzie Jaramillo, « El beneficio de la deuda », *La Nación*, Domingo 21 de agosto de 2005. www.lanacion.cl

À partir d'un matériel composé de 32 entretiens et récits de vie réalisés à Santiago du Chili entre les années 2010 et 2012, on voit émerger une compréhension particulière de l'«expérience participative». L'analyse des entrevues, déployée dans les sections suivantes, montre ainsi que le supposé manque de participation des *pobladores* semble devoir être nuancé et qu'il faut chercher à analyser les recompositions populaires, propres aux habitants des secteurs marginaux, pouvant surgir entre les interstices des programmes de participation et les représentations sociales issues des positions critiques des *pobladores*.

UNE RÉPONSE POPULAIRE FACE À L'INTERPELLATION DE LA PAUVRETÉ

Réfléchir autour de la participation contestataire ou conflictuelle d'un mouvement social, sur la possibilité que ce dernier puisse créer ses espaces participatifs alternatifs, qui contribuent réellement à «l'interpellation publique du pouvoir politique par les citoyens» (Blondiaux, 2001 : 45) implique nécessairement de l'inscrire dans un ensemble d'orientations culturelles, de rapports de pouvoir et d'institutions sociales qui encadrent son existence historique. Touraine propose l'analyse de l'action sociale comme «une étude de la création de valeurs, considérées comme des orientations normatives» (Touraine, 1965 : 54) par rapport auxquelles le sujet affirme son autorité. Ainsi, l'action sociale ne peut être réduite à l'intégration vers les orientations culturelles dominantes, par exemple l'intégration à diverses formes institutionnalisées de participation, elle inclut aussi une dimension critique, celle qui permet de comprendre les changements sociaux et que l'on peut appréhender à partir du concept de subjectivation. On parle alors de subjectivation *politique* lorsqu'il est question de chercher à modifier les rapports du pouvoir qui soutiennent le modèle politique.

On peut ainsi analyser l'expérience participative actuelle des *pobladores* à partir d'un conflit par rapport aux orientations culturelles qui définissent la société chilienne, puisque, comme nous l'avons déjà noté, depuis les années quatre-vingt l'État déploie tous ses efforts pour institutionnaliser ces orientations autour de la formalisation de la politique néolibérale, orientée vers la production d'un sujet spécifique – le sujet-pauvre – autour duquel se structurent les principes d'intégration regroupés sous la figure de la «lutte contre la pauvreté».

UNE RECHERCHE TERRAIN SERVANT À L'ANALYSE DE « L' EXPÉRIENCE PARTICIPATIVE » DES POBLADORES

La méthodologie utilisée est de caractère qualitatif, ce qui nous permet d'identifier les unités significatives caractéristiques de l'expérience participative des *pobladores*. Notre corpus est fondamentalement construit sur des récits de vie (Bertaux, 2005), à partir de la méthode du repérage de signifiants-clés pouvant

montrer une lutte pour le sens (Laclau, 1990, 2000), comme le présentent les exemples dans les sections qui suivent.

Les entretiens et récits de vie servant de base à cet article ont été réalisés entre 2010 et 2012, provenant de *pobladores* issus de différentes organisations, à savoir le Movimiento de pobladores en Lucha (Commune de Santiago Centro et de Peñalolén), le Comité Don Bosco (Commune de La Florida) et le Movimiento del Pueblo Sin Techo (Commune de La Pintana). Parmi les interviewés, on trouve différentes occupations (commerçants, travailleurs indépendants, chômeurs), des degrés divers de politisation et de participation dans des organisations. L'âge varie de 23 à 57 ans.

En suivant la définition de mouvement social proposée par (Touraine, 1965), nous trouvons actuellement des expressions fragmentaires d'un mouvement qui sont capables de coordonner certaines instances collectives, mais qui sont difficiles à unifier derrière une frontière antagonique, c'est-à-dire une limite qui permet d'appréhender l'existence de projets politiques opposés (Laclau, 2010). Cependant, ces fragments partagent une mémoire commune de lutte qui s'exprime notamment par certains liens organisationnels existant entre d'anciennes prises de terrain et les organisations actuelles, qui sont, pour la plupart, issues au moins en partie de prises de terrain mises en échec par la répression. Bien que ces organisations soulignent la centralité de la lutte pour le logement, elles l'inscrivent dans un horizon plus large, qui peut inclure d'autres formes de revendications ainsi que des manifestations de type expressif.

CARACTÉRISATION DE L'IDENTITÉ PERSONNELLE

Nous avons commenté la façon dont les orientations culturelles propres du modèle néolibéral s'institutionnalisent dans les différentes politiques sociales orientées vers le dépassement de la pauvreté. Ces politiques cherchent à interpeller un sujet-pauvre, défini par sa conformité aux formes de participation sociale individualisantes proposées par l'État. Cependant, nous voudrions démontrer à partir de l'analyse de l'expérience des *pobladores* comment cette dernière ne peut pas être réduite à une participation « obéissante » ou tout simplement rejetée comme non conforme, mais comporte plutôt un processus de subjectivation politique cristallisé dans une participation contestataire, marquée par l'éloignement critique par rapport aux rôles définis institutionnellement.

L'analyse de la construction de l'identité personnelle (De Singly, 2008) des *pobladores*⁸ exprime bien ce conflit entre la définition sociale de la pauvreté – mobilisée par les politiques publiques – où les sentiments de honte et de mépris sont centraux, et la subjectivation autour de cette même définition, où

8. Dubet lui-même postule le besoin d'analyser les logiques de l'expérience sociale dans les termes d'Identité, de Totalité et d'Opposition proposés par Touraine (Dubet, 1995).

commence à apparaître une dimension collective de la pauvreté et de la participation – niée par les politiques publiques – objectivée dans la notion de droit. Allant dans ce sens, les entretiens analysés montrent une expérience douloureuse de la précarité non assistée par l'État. Cette expérience s'exprime soit en termes négatifs (honte, dépréciation de soi, mépris), soit en termes positifs (affirmation individuelle de soi), mais initialement à partir d'une conception individualiste de la condition sociale. L'expérience de la pauvreté, même si elle est partagée avec d'autres, est souvent vécue comme une « offense privée », ainsi :

Cela me faisait honte, très honte, et de fait, moi, en ce moment, comme je te l'ai dit, je suis chômeuse, mais je travaille au marché et, moi, cela me fait très honte d'aller vendre au marché, mais je le fais parce que j'ai un enfant et je dois l'élever, mais cela me fait très honte de penser que quelqu'un peut me voir vendre au marché. De fait, moi je ne voulais même pas dire que je faisais partie d'un comité (de postulation pour l'achat subventionné d'un logement), parce que ça me faisait trop honte jusqu'à tout récemment⁹ (Sandra, MPL Peñalolén, 24 ans).

Comme nous l'avons déjà souligné, cette « honte » liée à l'expérience de la pauvreté peut comporter aussi une mise en valeur des capacités individuelles, surtout en termes d'effort :

Je pense que si j'ai vu quelques changements dans ma vie, cela n'a été grâce à aucun gouvernement, je crois que ça a été grâce à mon propre effort. Les gouvernements nous donnent très peu d'opportunités, alors je ne vois aucun changement, aucune opportunité du gouvernement qui soit parvenue jusqu'à moi (Hugo, MPL Franklin, 57 ans).

L'effort dont parle Hugo est avant tout individuel et sert à caractériser et à mettre en valeur l'identité personnelle. Le pauvre mérite de l'aide sociale non parce qu'il est un citoyen, mais parce qu'il survit grâce à son effort, souvent représenté dans le travail.

Parallèlement à cette individualisation subie, soit comme « honte », soit comme « mise en valeur de l'effort personnel », nous trouvons aussi une logique de subjectivation (Touraine, 1992 ; Dubet, 1995) *critique à cette individualisation*, promue par l'État, ce qui comporte la base d'une participation contestataire par rapport aux orientations culturelles néolibérales, notamment en relation au concept de pauvreté. Cette critique comporte, d'une part, un certain « éveil » par rapport au caractère collectif de l'expérience sociale qui déclenche la pauvreté et, d'autre part, la mise en question de l'effort personnel, antérieurement noté, en

9. Les noms utilisés sont des pseudonymes. De plus, tous les extraits d'entrevue en espagnol ont été traduits en français par les auteurs en essayant de rendre le style du « parler ordinaire » et les expressions propres aux quartiers marginaux chiliens. Il faut aussi noter qu'au Chili, les marchés populaires, appelés « *ferias* », sont des lieux qui ressemblent très peu aux beaux marchés que l'on trouve en Europe ou dans d'autres pays. On y croise de nombreux chiens errants et galeux et on peut s'y rendre pour vendre n'importe quelle babiole, des vêtements usagés donnés ou des plats cuisinés à la maison, certains étals étant vraiment misérables.

termes de droits. De cette manière, elle peut être mobilisée dans une critique plus large, contre la définition individuelle du sujet-pauvre, interpellé par les politiques néolibérales. On le voit dans cet extrait :

Je crois que, comme ils¹⁰ m'ont fait voir et réaliser que moi, oui, je suis pauvre et j'ai besoin d'une maison, j'ai besoin de m'éduquer, j'ai besoin d'éduquer mes enfants, de penser à l'avenir, pas de penser simplement à un logis, c'est comme si à tout cela ils m'ont ouvert les yeux... Comme si [auparavant] je me conformais à la réalité, je vivais jour à jour, mois à mois. [...] *Tous les gens pauvres devraient lutter pour changer, parce que sinon, nous allons toujours vivre comme ça. C'est cela dont ont besoin les gens, qu'on les réveille, qu'ils puissent comprendre et, je ne sais pas moi, qu'ils puissent peut-être s'éduquer un peu plus et qu'ils aspirent à un avenir meilleur plutôt que de rester là* (Camila, MPL Franklin, 28 ans).

On peut souligner comment, dans cet extrait, la catégorie de « pauvre », par laquelle la politique institutionnelle cherche à interpeller la subjectivité des *pobladores*, devient l'objet d'une critique contre ce même processus. Être « pauvre » ne signifie plus une participation individuelle et « honteuse » aux programmes gouvernementaux, mais la reconnaissance d'une condition commune, base d'une possible participation conflictuelle.

Au bout du compte, nous sommes tous pauvres, nous sommes tous des travailleurs, tu comprends ? Et, bien sûr, imaginez que je reçois un salaire plus bas, ou plus bas que celui de d'autres compagnons, mais je vis les mêmes conditions, tu comprends (Diana, MPL Peñalolén, 25 ans) ?

Diana utilise ici le concept de pauvreté pour souligner une identification collective qui dépasse amplement la « participation individuelle » poussée par l'État et qui remet en question la segmentation de la pauvreté en catégories différenciées, principe de base du « ciblage » des politiques de lutte contre la pauvreté. L'expérience commune de la pauvreté représente un lieu où on peut reconnaître les autres.

La transformation, la subversion du sens de la pauvreté individuelle, va jusqu'à l'expression de la pauvreté en termes de droits qu'il faut revendiquer, comme on peut le voir dans cet extrait :

Je crois que nous, notre vision de la politique, en tout cas celle du *poblador* disons, fait que l'on a toujours tendance à voir les choses autrement. On voit comment le « gâteau » est réparti, disons que le secteur le plus puissant... [le répondant n'explique pas directement, mais la suite de l'extrait montre ce qu'il veut dire] Et nous, on sent qu'on a aussi droit à ce gâteau, puisque ce gâteau du pays, nous aidons tous à le préparer, nous apportons tous quelque chose pour faire ce gâteau et pour qu'il lève, mais le problème est que eux [le secteur le plus puissant], ils veulent le manger au complet, les meilleurs morceaux. Alors, c'est ce qui nous conduit au thème des droits, des droits humains, droit

10. Le « ils » désigne ici directement la participation à l'organisation.

à étudier, droit à la santé... Nous avons un « paquet » de droits, nous n'avons pas moins de droits que le reste, que les autres, alors c'est comme ça que nous commençons à nous poser des questions (Marcelo, MPL Peñalolén, 45 ans).

Ces extraits montrent que, malgré la présence des orientations culturelles individualisantes, l'individu cherche à trouver un chemin alternatif pour se subjectiver, pour devenir sujet et agir, ce qui implique le passage d'une condition subie vers une affirmation collective, ici en termes de droit. Dans la section suivante, nous confirmerons cette hypothèse sur la compréhension de la *resignification* de l'identité personnelle à partir de « signifiants », de termes centraux qui, en circulant dans le discours des dirigeants et des militants, permettent l'identification à de nouvelles représentations du monde, deviennent la condition de possibilité d'une transformation de la simple critique des orientations culturelles, observée dans la première section, vers la valorisation positive de la participation à la construction d'une conception alternative – et populaire – du collectif, qui, elle, ouvre la voie à de nouvelles formes de politisation.

DE NOUVEAUX SIGNIFIANTS PERMETTANT LA
TRANSFORMATION DE LA CONCEPTION INDIVIDUALISANTE
DE LA PARTICIPATION DANS LES PROGRAMMES DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ

L'importance des signifiants et de leur rôle politique s'inspire du cadre conceptuel proposé par Ernesto Laclau (1990, 2000). Dans ce dernier, le repérage de *signifiants* particuliers et le travail éventuel de *réactivation* opéré par ces signifiants laisse émerger des conceptions qui peuvent susciter l'identification et porter de nouvelles idées d'où émergent des « remises en question », des « luttes pour le sens » qui permettent à des processus de subjectivation de se former, donnant des assises à de nouvelles « positions de sujets ». Dans cet horizon conceptuel, le processus d'identification à de nouveaux signifiants, qui « disputent » le sens construit par des conceptions dominantes de la société – dans le cas chilien, nous avons parlé de la conception individuelle et assistantialiste du pauvre – constitue en soi le moment d'une *politisation* par la possibilité d'une recomposition du sens par le sujet. La place du sujet chez Laclau est donc celle que détermine la capacité « à sortir de l'effet de sens d'objectivité de la société » et à produire de nouvelles identifications¹¹. Dans le cadre de cette étude, nous

11. Notons cependant que, chez Laclau (1990 : 61), le sujet est une forme se situant au-delà des effets de sens produits par les différentes formations discursives, puisque du moment où il agit pour redonner sens à l'espace disloqué, il cesse d'être sujet agissant pour devenir position de sujet. Le sujet existe donc à cause de la dislocation de la structure, dislocation qui devient ainsi source de liberté. Il n'en possède pas pour autant une identité positive, il n'est donc jamais *sujet social*; il possède plutôt la liberté radicale issue d'un manque fondamental de la structure et ne peut construire son identité que sur la base d'actes d'identification.

avons réalisé une analyse de *signifiants* à partir d'un matériel de recherche de type qualitatif – entretiens – et d'un matériel – déclarations, slogans de manifestations, émissions de radio ou de télévision – qui permet de repérer des signifiants autour desquels se déploient de nouvelles identifications à des conceptions alternatives du « collectif » et de la participation, permettant ainsi la resignification des identités personnelles en termes politiques. Cela permet de voir comment les signifiants, en circulation dans le mouvement tant chez les dirigeants¹² que chez les militants de base, permettent de créer de nouvelles identifications, des réinterprétations des trajectoires individuelles, porteuses de représentations populaires de la participation. Dans les extraits qui suivent, on peut voir combien un premier signifiant, celui de « vie digne » (*vida digna*), dépasse la simple demande de logement pour aller jusqu'à laisser émerger une conception de « communauté différente » :

Ma vie digne ne naît pas à partir d'un logement digne [...], le logement n'est pas tout ce qui nous réunit, nous attache ; l'organisation, le désir de former une communauté différente est ce [qui] nous réunit [nous attache les uns aux autres] (Hugo, MPL Franklin, 57 ans).

Ou encore :

Notre conquête, notre objectif, est de faire tout ce qui est nécessaire pour pouvoir vivre d'une manière différente, tout ce qui est nécessaire pour pouvoir être heureux, tu comprends ? Et le bonheur, la félicité, nous la trouvons dans la communauté, comme la trouvent les compagnons zapatistes, comme la trouvent les Mapuches (Diana, MPL Peñalolén, 25 ans).

Nous sommes ici bien loin de l'intégration individuelle au marché, préconisée par les programmes de gestion de la pauvreté évoqués au début de cet article. La « vie digne » ne représente pas exclusivement un projet des *pobladores*, mais un horizon contestataire où les différents espoirs et aspirations peuvent être inclus. La « dignité » revendiquée porte une signification particulière dans la mesure où elle interpelle une dimension d'égalité, niée par les politiques néolibérales, et s'inscrit ainsi dans une lutte transversale contre les formes de participation devenues hégémoniques au Chili depuis les années quatre-vingt.

Bien que le signifiant « *vida digna* » émerge de l'organisation *poblacional*, il cherche à interpeller la « Totalité » (Touraine, 1965) de la société chilienne, en construisant le signifiant « *Población* d'un nouveau type ». En rappelant que le terme *población* est équivalent à celui de *favela* au Brésil, donc un bidonville, un quartier marginal considéré dangereux, on peut voir que ce signifiant mobilise

12. Comme cette étude porte uniquement sur le discours et les représentations des *pobladores* interrogés, nous ne réalisons pas ici une analyse systématique comparative entre les documents écrits produits par les diverses organisations et les conceptions retrouvées dans les entretiens. Toutefois, les convergences entre documents écrits et analyse des entretiens sont importantes pour la circulation des signifiants, permettant une réinterprétation de la participation.

la condition partagée par les militants du mouvement, à savoir qu'ils habitent dans une *población*, ce qui implique une expérience particulière de la pauvreté. Cependant, le sens négatif de la *población* (dangereuse, etc.) est assumé, puis transformé : la *población* de nouveau type représente, en quelque sorte, le contraire des politiques d'insertion individuelle au marché du logement qui ne tiennent pas en considération la demande des *pobladores* de vivre ensemble au même endroit et de « construire » la communauté. Le mouvement ne lutte pas seulement pour satisfaire la demande de logement des secteurs les plus défavorisés, mais bien pour construire un « habiter » différent. Ainsi, la « vie digne » trouve une inscription spatiale : dans la « *población* de nouveau type », les *pobladores* pourront se réaliser autrement. La participation contestataire, option à la participation individualiste promue par l'État, devient centrale dans la *población*. Elle n'est plus contestataire, elle comporte une représentation privilégiée de la participation sociale qui se réalise dans un espace utopique s'opposant aux solutions individuelles de l'État. Certains extraits opposent radicalement les valeurs de cette nouvelle *población* et celles de la société de marché, comme on peut le voir ici :

La *población* de nouveau type est cette *población* où se superposent des principes de solidarité, d'autogestion et d'amour, à l'encontre des principes d'envie [jalousie], d'accaparement et d'individualisme présents dans notre société (Enrique, MPL Franklin, 25 ans).

Ou encore :

En 1999, quand a été faite la *toma* [prise de terrain] de Peñalolén, on parle pour la première fois de ce que sont les *poblaciones* de nouveau type, qui, en terme d'organisation, sont composées par tout un ensemble de commissions de travail et d'organisations territoriales de la part des *pobladores* et, du point de vue politique, c'était ça le type de société que nous voulions construire [...] que les demandes sociales n'en restent pas au thème du logement [...], mais plutôt qu'elles s'élargissent au problème des droits humains, de la culture, au problème de la santé, au problème de l'éducation (Alejandro, MPST, 42 ans).

Ces différents signifiants sont porteurs d'orientations culturelles définies par le mouvement. L'idée de lutte y devient également centrale. La « lutte », terme important pour désigner les « revendications » dans le discours de la gauche traditionnelle, est ici non pas seulement un chemin possible pour l'obtention de la demande, mais plutôt une manière de resignifier l'identité personnelle en termes conflictuels. À partir de la lutte, de la manifestation, de l'occupation illégale des terrains, le *poblador* remplace l'interprétation individuelle de sa trajectoire par une compréhension des éléments collectifs partagés avec ses égaux. La « lutte » permet de donner une autre signification à l'effort individuel, souligné précédemment, en termes de capacité d'action individuelle et collec-

tive¹³. La lutte, dans ce sens-ci, représente le contraire de l'« individualisation subie », de l'offense « subie individuellement ». Au contraire de la passivité de la participation dans l'État, la lutte relève de la revendication active des droits.

Dans certains extraits, le terme « lutte » apparaît directement :

Nous, on aime les manifestations, tu comprends? Moi, je te dis que cette affaire-là [les manif], ça te donne de la dignité, tu comprends? Tu n'as plus besoin de te soumettre au pouvoir de ces politiciens, des entrepreneurs, non, la lutte te libère de tout ça, de tout ce truc, mais bon, au lieu de lutter, j'aimerais bien aller voir ma mère et prendre un thé avec elle, mais je dois être à l'assemblée, je dois être à la *población*, parce que la police nous frappe, ils nous battent, et ce n'est pas ça que nous voulons (Gonzalo, MPL Peñalolén, 29 ans).

Tandis qu'à d'autres moments, la lutte s'exprime en termes d'apprentissage de revendication des droits, « d'une voix forte » :

J'ai beaucoup appris à faire entendre ma voix, à parler plus fort, et à revendiquer mes droits ici et en chaque endroit où je vais, parce que nous sommes tous égaux, ce n'est pas parce que, je ne sais pas, tu as plus d'argent que moi que tu seras mieux que moi, ou moi que toi (Sandra, MPL Peñalolén, 24 ans).

Finalement, l'idée de la « lutte » peut mobiliser une dimension antagonique de la politique, celle que Touraine (1965) caractérise comme nécessaire à la construction d'un adversaire social¹⁴ :

Nous, on tracasse le gouvernement, on le tracasse, on le tracasse... C'est vrai que c'est eux qui ont le pouvoir, mais nous, on les tracasse. Ils savent qu'ils doivent nous traiter avec un certain respect comme mouvement, comme organisation. Et maintenant que nous avons pris de l'ampleur, encore plus. Alors maintenant, le gouvernement ne devrait pas penser qu'il va briser facilement nos rêves dans notre *población* [...] dans tout le Chili, parce qu'il y a des poblaciones partout (Marcelo, MPL Peñalolén, 45 ans).

CONCLUSION : VERS UNE EXPÉRIENCE PARTICIPATIVE CONTESTATAIRE COMPATIBLE AVEC LA POLITIQUE ?

L'analyse des implications politiques que peut avoir la resignification de la participation sociale des *pobladores* nous permet maintenant de situer leur

-
13. Les consignes mises de l'avant telles que : « Vive ceux et celles qui luttent », « Ceux qui luttent gagnent », « Notre lutte est plus grande qu'une maison », etc., sont très illustratives à cet égard. Les noms des organisations soulignent aussi cette dimension : « Mouvement des *pobladores* en lutte », comité « Lutte et logement », « Chili chemine en luttant démocratiquement », ou tout simplement « Lutter », parmi d'autres.
14. Étant donné la fragmentation du mouvement et l'absence d'un principe de conflictualité central, l'adversaire est situé par le mouvement aux seins de différentes instances et figures, comme nous l'avons aussi vu dans des extraits précédents : « les puissants », « eux », « la classe politique », « ceux qui gagnent plus », etc.

expérience participative par rapport aux présupposés de la littérature, examinés au début de cet article, autour de l'apathie, la dépolitisation ou la désaffection politique de la société chilienne postdictature, notamment dans les segments les plus jeunes et les plus pauvres (Angelcos, 2010, 2011). Revendiquer, au contraire, la participation contestataire des *pobladores* par rapport aux politiques d'intégration définies par l'État chilien nous a permis de montrer comment l'éloignement de ces derniers par rapport au politique est relatif dans la mesure où il représente la construction d'une action politique opposée à la participation « des bénéficiaires », attendue par l'État. Grâce à la prise de position qui émerge de la participation contestant les politiques d'intégration développées par l'État chilien et la mise en circulation de nouvelles représentations du collectif, la lutte des *pobladores* au Chili devient une lutte pour un espace social et politique dans la société chilienne,

Ce que nous pouvons observer dans l'analyse des signifiants permettant une identification collective dans les entrevues constitue en fait la possibilité pour l'expérience participative des *pobladores* d'instaurer un véritable *conflit social*, impliquant la possibilité d'une « place de sujet », d'une interaction avec les autres acteurs sociaux et politiques autour d'une visée de transformation sociale. Comme de nombreux cas opposant des formes de participation contestataires aux politiques de l'État en Amérique latine, le cas des *pobladores* nous place face à des dynamiques sociales où des conflits tentent de se constituer, mais font face à l'obstruction systématique de gouvernements qui répondent par la répression ou, récemment, par la légalisation de nouvelles dispositions visant à criminaliser l'action collective (Doran, 2012). Ainsi, malgré les transformations de l'expérience participative des *pobladores*, cette dernière demeure marquée par une grande illégitimité. Pourtant, en plus de l'existence d'une transformation des orientations culturelles et de la vision d'une « autre *población* », qui transforme l'horizon individuel de la pauvreté et la vision négative des secteurs pauvres considérés comme « violents ou apathiques », les *pobladores* chiliens disputent le sens de la démocratie et d'un véritable accès à la citoyenneté (Marques-Pereira : 2005a). En ce sens, des pas historiques ont été franchis avec la création d'instances de coordination nationale (Fédération nationale des *pobladores*, créée suite au tremblement de terre du 27 février 2010, regroupant des instances locales, régionales et nationales) et la tenue de congrès et forums de discussion ayant favorisé la création de projets populaires nationaux, qui vont bien au-delà de la simple demande de logement. Ainsi, on a vu naître en 2010 le premier parti politique populaire issu de diverses organisations de *pobladores*, le Parti Igualdad Herramienta

de los pueblos¹⁵. Issu du mouvement de *pobladores*, le Parti Égalité cherche à convoquer une grande partie de la société chilienne, et à devenir l'outil référentiel pour les organisations anticapitalistes qui peuplent le panorama de la gauche chilienne non traditionnelle. Ce faisant, les organisations de *pobladores* proposent d'étendre leur expérience participative particulière et l'horizon normatif qu'elle construit à un projet politique permettant une participation encore plus vaste, comme on le voit dans cet extrait d'entrevue, qui résume l'opposition profonde des *pobladores* organisés aux politiques assistentialistes au nom de l'égalité de tous et de l'égalité des droits :

Ici, nous luttons pour quelque chose qui peut sembler un peu contradictoire : le Parti de l'Égalité, mais je crois que les choses doivent être gagnées de manière égale, même si l'État a le devoir de répartir le gâteau en parts égales, nous devons lutter pour cela, et nous, je crois que nous sommes en lutte, nous n'attendons pas que le gouvernement nous fasse des cadeaux, mais au contraire, nous sommes conscients qu'il y a des droits légitimes auxquels nous avons droit et nous croyons que l'État, ou en tout cas un certain secteur, est égoïste à ce niveau (Marcelo, MPL Peñalolén, 45 ans).

Cette démarche se voit encore approfondie par une ultime étape dans l'expérience participative des *pobladores* chiliens, celle de la proposition d'une « voie populaire à l'assemblée constituante » (Movimiento de Pobladores en Lucha, 2011a, 2011b, 2012) qui s'inscrit comme un projet venu « d'en bas », dans le contexte de l'intense débat actuel ayant lieu au Chili autour de l'idée d'une assemblée constituante visant à remplacer, une fois pour toutes, la Constitution de 1980, promulguée en dictature et transférée lors de la transition démocratique. Projet collectif où les différentes forces sociales, non seulement les plus pauvres, sont appelées à délibérer autour d'une nouvelle constitution, cette « voie populaire à l'Assemblée constituante » montre la présence d'un imaginaire politique « où se jouent des formes de repolitisation populaires » (Cabanes, 2009 : 265) capables de contribuer à l'approfondissement de la démocratie.

RÉSUMÉ | ABSTRACT

Cet article comporte une analyse de l'« expérience participative » développée par les *pobladores* chiliens (habitants de bidonvilles ou de faubourgs) face aux modes de gestion de la pauvreté mobilisés par l'État. L'hypothèse que nous voudrions démontrer est que l'implantation des stratégies de lutte contre la pauvreté, à partir des années quatre-vingt au Chili, a été suivie d'une participation contestataire de la part

15. Le Parti Igualdad (Égalité) est né de l'articulation politique de trois organisations de *pobladores* : Movimiento de Pobladores en Lucha, Movimiento del Pueblo Sin Techo et Andha Chile A Luchar Democrático. Depuis 2012, le Parti Igualdad a une existence légale dans huit régions du pays (deux régions ont été légalisées en 2013), ce qui lui permet de disputer électoralement la présidence du pays.

des secteurs populaires, notamment par rapport aux orientations individualistes qui soutiennent le modèle politique chilien. Ce type de participation peut conformer la base des nouvelles formes de politisation du mouvement des *pobladores*.

This paper offers an analysis of the “participatory experience” of Chilean pobladores (slum dwellers) faced with the methods of managing poverty applied by the State. It is our hypothesis that the implementation of strategies to fight against poverty, beginning in the 1980s in Chile, led to antigovernment protests by people from working class areas, in particular against the individualist orientations that underlay the Chilean political model. This type of engagement can consolidate the base of the new forms of politicization of the pobladores movement.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANGELCOS, Nicolás. 2010. «La estructuración de la subjetividad popular y el problema de la política», *Revista de psicología*, 19, 2 : 55-78.
- ANGELCOS, Nicolás. 2011. «Elementos para una crítica de la despolitización en Chile», *Observatorio de juventud*, 29 : 69-84.
- ARANDA, Carola et Juan Carlos CUEVAS. 2008. «Tercera persona plural : la juventud invisible», *Observatorio de Juventud*, 5, 18 : 53-63.
- BACQUE, Marie-Hélène, et REY, Henry. 2005. «Introduction. La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique?», *La Découverte «Recherches»* : 9-46.
- BAYART, J.F, MBEMBE, A. et TOULABOR, C. 1992. *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, Collection «Les Afriques».
- BERTAUX, Daniel. 2005. *Los relatos de vida. Perspectiva etnosociológica*, Barcelona, Bellaterra.
- BHERER, Laurence. 2006. «La démocratie participative et la qualification citoyenne : à la frontière de la société civile et de l'État», *Nouvelles pratiques sociales*, 18, 2 : 24-38.
- BLONDIAUX, Loïc. 2001. «Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège», *Mouvements*, 5, 18 : 44-51. DOI : 10.3917/mouv.018.0044
- BOENINGER, Edgardo, «Governance and Development: Issues and Constraints», *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics*, Washington, 1992.
- CABANES, Roberto. 2009. «Espace privé, action associative, trafic. Des modes de repolitisation de la société urbaine de Sao Paulo», Dans Natacha BORGEAUD-GARCIANDÍA, Bruno LAUTIER, Ricardo PEÑAFIEL et Ania TIZZIANI (dir.). *Penser le politique en Amérique latine. La recréation des espaces et des formes du politique*. Paris, Karthala : 19-37.
- CAMPERO, Guillermo. 1987. *Entre la sobrevivencia y la acción política : las organizaciones de pobladores en Santiago*, Santiago du Chili, ILET.
- CARRUTHERS, David et Patricia RODRIGUEZ. 2009. «Mapuche Protest, Environmental Conflict and Social Movement Linkage in Chile», *Third World Quarterly*, 30, 5.
- CASTEL, Robert. 2009. *La montée des incertitudes*. Paris, Éditions du Seuil.
- CASTILLO, María José et Rodrigo HIDALGO (eds.). 2007. *1906/2006. Cien años de política de vivienda en Chile*. Santiago du Chili, UNAB.

- CASTILLO, María José. 2011. «Producción y gestión habitacional de los pobladores. La autogestión de vivienda en Peñalolén y La Pintana, Santiago de Chile», *XII NAERUS CONFERENCE*. Madrid, Network Association Européenne de Recherches Urbaines pour le Sud.
- DABÈNE, Olivier, GEISSER, Vincent, MASSARDIER, Gilles. 2008. «La démocratisation contre la démocratie?», *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires du XXIème siècle. Convergences Nord-Sud*, Paris, Éditions La Découverte, 7-26.
- DE SINGLY, François. 2008. «Le processus d'individualisation : une étape, l'entrée dans l'adolescence», dans Claude CALAME (dir.). *Identités de l'individu contemporain*. Paris, Editions Textuel.
- DORAN, Marie-Christine, 2000. «La palabra soberana: los pobladores chilenos frente a la política», *Versiones. Estudios de Comunicación y Política*, IV, 10, oct. : p. 287-332.
- DORAN, Marie-Christine, 2010. «Les effets politiques des luttes contre l'impunité au Chili : de la revitalisation de l'action collective à la démocratisation», *Revue internationale de Politique comparée*, 17, 2 : 103-126.
- DORAN, Marie-Christine, 2012. «Violence, victimisation et État sécuritaire : une nouvelle légitimation pour la violence d'État?», *Cahiers des imaginaires*, 7, 10 : 34-53.
- DUBET, François. 1995. *Sociologie de l'expérience*. Paris, Éditions du Seuil.
- DUBET, François, Eugenio TIRONI, Vicente ESPINOZA, et Eduardo VALENZUELA. 1989. *Pobladores. Lutttes sociales et démocratie au Chili*. Paris, L'Harmattan.
- ESPINOZA, Vicente. 1988. *Para una historia de los pobres de la ciudad*. Santiago du Chili, SUR.
- FREI, Eduardo. 1995. *Mensaje presidencial*. Santiago du Chili.
- GERTER, Diego et Catalina RAMOS. s.d. *Movimiento estudiantil en Chile: una respuesta a la carencia de Estado*. www.alaic.net. Page consultée le 10 octobre 2012.
- IGLESIAS, Mónica. 2011a. *Rompiendo el cerco. El movimiento de pobladores contra la dictadura*. Santiago du Chili, Radio Universidad de Chile.
- IGLESIAS, Mónica. 2011b. «Chile 2010. In crescendo. Informe de coyuntura sobre conflicto social», *Observatorio Social de América Latina*, XII, 29 : 43-80.
- JOUINEAU, Sophie. 1998. «Chili : les élections parlementaires de 1997», *Problèmes d'Amérique latine*, 31, oct.-déc. : 87-107.
- JOIGNANT, Alfredo. 2005. «La politique des "transitologues" : Luttes politiques, enjeux théoriques et disputes intellectuelles au cours de la transition chilienne à la démocratie», *Politique et Sociétés*, 24, 2-3 : 33-59.
- LACLAU, Ernesto. 1990. *New Reflections in the Revolution of our Time*. London et New York, Verso.
- LACLAU, Ernesto. 2000. *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*. Paris, M.A.U.S.S. / La Découverte.
- LACLAU, Ernesto. 2010. *La razón populista*. Buenos Aires, FCE.
- LAUTIER, Bruno. 2009. «Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique Latine». Dans Natacha BORGEAUD-GARCIANDÍA, Bruno LAUTIER, Ricardo PEÑAFIEL et Ania TIZZIANI (dir.). *Penser le politique en Amérique latine. La recreation des espaces et des formes du politique*. Paris, Karthala : 19-37.

- LE BONNIEC, Fabien. 2003. «État de droit et droits indigènes dans le contexte d'une post-dictature : portrait de la criminalisation du mouvement mapuche dans un Chili démocratique», *Amnis* [En ligne], 3 | 2003, <http://amnis.revues.org/500>. Page consultée le 29 avril 2014.
- LECHNER, Norbert. 2002. *Las sombras del mañana : la dimensión subjetiva de la política*. Santiago du Chili, LOM.
- MADRID, Sebastián. 2005. «¿Políticos de ayer, apáticos de hoy? Generaciones, juventud y política en Chile», dans Claudio FUENTES et Andrés VILLAR (dir.). *Voto ciudadano. Debate sobre la inscripción electoral*. Santiago du Chili, FLACSO : 45-84.
- MARQUES-PEREIRA, Bérengère. 2005a. «Le Chili : une démocratie de qualité pour les femmes?» *Politique et Sociétés*, 24, 2-3 : 147-169.
- MARQUES-PEREIRA, Bérengère. 2005. «Représentation et participation politique des femmes au Chili : une démocratisation de qualité?», *Cahiers du GELA-IS*, 5 : 5-19.
- MATHIVET, Charlotte et Claudio PULGAR. 2010. «El movimiento de pobladores en lucha, Santiago, Chile». Dans Ana SUGRANYES et Charlotte MATHIVET (dir.) *Ciudades para todos. Por el derechos a la ciudad, propuestas y experiencias*. Santiago du Chili, Habitat International Coalition.
- MAYOL, Alberto, Carla AZÓCAR et Carla BREGA. 2011. *El clivaje público/privado : horizonte último del impacto del movimiento estudiantil en Chile 2011*. www.albertomayol.cl. Page consultée le 05 septembre 2012.
- MINISTERIO DE DESARROLLO SOCIAL. (s.d.). *Antecedentes históricos de la FPS*. www.fichadeproteccionsocial.gob.cl. Page consultée le 19 avril 2012.
- MINISTERIO DE DESARROLLO SOCIAL. s.d. *Encuesta CASEN. Definiciones*. <http://www.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/casen/definiciones/vivienda.html>, Page consultée le 04 avril 2012.
- MOULIAN, Tomás. 2004. «El Chile actual según Tomás Moulián.», entrevue à Jaime Penela López, mars 2004, http://www.ubv.se/chile/Espanol/es_democracia_moulian.html
- MOVIMIENTO DE POBLADORES EN LUCHA. 2010. *Lucha, autogestión y educación popular*. Santiago du Chili, Unidad de Pensamiento Poblacional.
- MOVIMIENTO DE POBLADORES EN LUCHA. 2011a. *Revista Otra*, Santiago du Chili, Quimantú.
- MOVIMIENTO DE POBLADORES EN LUCHA. 2011b. *Siete y cuatro. El retorno de los pobladores. Lucha, vivienda, autogestión habitacional y poder popular en Santiago de Chile*. Santiago du Chili, Quimantú.
- MOVIMIENTO DE POBLADORES EN LUCHA. 2012. *Revista Otra*, Santiago du Chili, Quimantú.
- NUEVA CONSTITUCIÓN DE LA REPÚBLICA DE CHILE. 1980. Santiago du Chili, Editora jurídica Publibley.
- OXHORN, Philip. 1995. *Organizing Civil Society: The Popular Sectors and the Struggle for Democracy in Chile*, University Park, The Pennsylvania State University Press.
- PEÑAFIEL, Ricardo, 2008, «L'événement discursif paupériste, lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique latine : Chili, Mexique, Venezuela (1910-2006)», thèse de doctorat, Faculté de Science politique et

-
- de droit, Université du Québec à Montréal, 2008 : Réseau européen d'analyse des sociétés politiques REASOPO, http://www.fasopo.org/reasopo/jr/these_penafiel_vol1.pdf
- POBLAR, MOVIMIENTO DE POBLADORES EN LUCHA. 2011. *La vía popular y de los pueblos a la constituyente*. Santiago du Chili, Quimantú.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. 1998. *Informe de desarrollo humano : las paradojas de la modernización*. Santiago du Chili, UNDP.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. 2002. *Desarrollo humano en Chile. Nosotros los chilenos : un desafío cultural*. Santiago du Chili, UNDP.
- TIRONI, Eugenio et AGÜERO, Felipe. 1999. «Chili : quel avenir pour le nouveau paysage politique», *Problèmes d'Amérique latine*, 35, oct.-déc. : 66-77.
- TOURAINÉ, Alain. 1965. *Sociologie de l'action*. Paris, Editions du Seuil.
- TOURAINÉ, Alain. 1973. *Production de la société*. Paris, Editions du Seuil.
- TOURAINÉ, Alain. 1992. *Critique de la modernité*. Paris, Fayard.
- VERA GAJARDO A. 2008. «Les discours de genre dans la campagne présidentielle de Michelle Bachelet : une critique féministe», *Raisons politiques*, 31, 3 : 2008.